

*L'Adresse—M. Merrithew*

une collaboration que celui de nos immenses industries extractives, piliers de notre économie.

J'ai l'honneur d'être le premier ministre, depuis 1968, auquel on ait confié exclusivement le portefeuille des Forêts. J'accepte ce rôle avec enthousiasme. Au Canada, outre le reboisement et la gestion des peuplements, ce secteur englobe la coupe du bois, l'industrie du bois de sciage, des pâtes et papiers et les autres industries de fabrication dont la matière première est la forêt. La valeur de nos exportations s'accroissant, nous allons développer le secteur secondaire de la fabrication et de la transformation.

Il n'y a pas de tâche plus prometteuse, plus difficile et plus exaltante au sein du gouvernement aujourd'hui que celle de susciter la collaboration des deux niveaux de gouvernement et de l'industrie en vue de tirer du marasme ce secteur crucial. Pour comble de difficultés, nous devons y parvenir alors même que l'administration précédente a vidé les coffres de l'État. Nous allons devoir monter de toutes pièces une organisation qui n'existe plus depuis dix ans, et donc établir de nouveaux centres de pouvoir et de compétence.

Nous devons nous employer à attirer les investissements dans un secteur que la dépression du marché depuis quatre ans a forcé à adopter une stratégie de survie. Au milieu de la mêlée, notre priorité consistera surtout à faire renaître un véritable esprit de collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

Mes douze années passées au sein du gouvernement du Nouveau-Brunswick m'ont appris combien il peut être frustrant de rechercher la collaboration d'un gouvernement fédéral qui s'y refuse. Je me fais le porte-parole de notre parti quand je dis que nous voulons faire naître un nouvel esprit de collaboration.

● (1230)

Je ne fais partie du cabinet fédéral que depuis deux mois, mais j'ai déjà eu des entretiens avec presque tous mes homologues provinciaux. J'ai rencontré les groupes syndicaux et industriels de tous les coins du pays. Dans certains cas, je poursuis la négociation d'accords qui a été commencée avant le changement de gouvernement et je puis dire à la Chambre que j'ai été estomaqué de voir sur quels détails insignifiants la conclusion des accords a achoppé par le passé. Quand je me suis entretenu avec l'honorable Alan Hope de l'Ontario, nous avons réglé en une demi-heure les points en litige qui empêchaient la conclusion d'un accord depuis plus d'un an.

En tant qu'originaire des Maritimes, je suis conscient au plus haut point des rapports entre les régions et le centre du Canada. Ces rapports ont été la clé du développement économique de notre pays. Tout au long du premier siècle de notre existence, les régions ont soutenu le développement de la partie centrale industrielle en lui fournissant à bon compte les matières premières et les produits alimentaires qui ont rendu sa croissance possible. Le rapport des forces n'est plus le même aujourd'hui. L'une des principales activités du gouvernement central est de redistribuer la richesse aux régions sous forme de paiements de péréquation et autres. Cela ne veut pas dire que dans notre région du pays, comme dans toutes les autres, nous ne déploierons pas tous nos efforts pour faire prospérer le secteur secondaire de la fabrication.

La décision que le gouvernement a prise de secourir le secteur forestier m'apparaît comme une mesure extrêmement

progressiste et prévoyante. Elle aura pour effet de conserver à des centaines de collectivités de toutes les régions de notre grand pays leur indépendance et leur autarcie économique. En sauvant la principale activité industrielle de nos régions, nous épargnerons les milliards de dollars qu'il faudrait autrement dépenser pour empêcher ces régions de sombrer dans le marasme.

Cette gestion n'est pas simplement pragmatique. Nous, progressistes conservateurs, savons qu'en l'absence de sources d'emplois propres aux régions, le Canada est voué à disparaître comme nation. Le principe sur lequel repose la confédération des provinces sera détruit.

Le secteur forestier constitue la plus importante industrie en Colombie-Britannique et dans ma province du Nouveau-Brunswick. Il joue aussi un rôle essentiel dans l'économie de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Québec, du nord de l'Ontario et du nord des provinces des Prairies. En faisant renaître la prospérité de ce secteur on permettra à ces régions de continuer à être des endroits où l'on peut vivre bien. Sinon, nous condamnerons ces régions à dépendre toujours davantage de la charité d'autrui.

Le secteur forestier, qui est l'employeur le plus important du Canada, est aussi celui qui nous rapporte le plus de devises étrangères et l'un des plus importants acheteurs de produits finis du Canada. Autrement dit, même si cette industrie fonctionne loin des villes, elle touche tous les foyers canadiens.

On entend dire de plus en plus souvent ces derniers temps que l'industrie forestière est sur son déclin. C'est une opinion très répandue chez l'élite canadienne. Elle considère les industries traditionnelles comme embarrassantes, peut-être même étustes et vouées à disparaître à cause de la technologie moderne. Notre parti rejette entièrement cette attitude. Nous savons que le secteur primaire fait face à une évolution considérable accompagnée peut-être de grandes difficultés. Par ailleurs, si nous abandonnons la partie et si nous traitons nos ressources renouvelables comme des secteurs en voie de disparition, cela voudra dire que nous sommes prêts à garder pour nous ce qui appartient à tous les Canadiens des générations actuelle et future. Nous dirons à nos enfants qu'ils seront obligés de trouver un autre moyen de gagner leur vie et de faire prospérer leur pays parce que nous avons épuisé nos forêts et nos ressources piscicoles. Une telle attitude me répugne, monsieur le Président, comme elle répugne certainement à l'ensemble des Canadiens.

Nous prenons tous les jours à Ottawa des décisions qui façonnent le monde que nous laisserons à nos enfants. C'est particulièrement vrai dans le cas du discours du trône. En faisant du domaine forestier une question prioritaire, nous respectons notre engagement envers les générations à venir, comme nous le faisons en promettant de protéger l'environnement, de favoriser l'enseignement et de fournir des services de santé.

Le gouvernement actuel a rejeté l'attitude qui dominait auparavant. Dans le secteur primaire, nous nous sommes engagés à rebâtir l'industrie et à protéger les richesses naturelles que nous possédons.

Le discours du trône parle d'encourager l'investissement canadien et étranger. Si nous faisons le nécessaire pour redonner du travail à nos scieries, nous montrerons aux investisseurs qu'ils peuvent compter sur le Canada pour bien des décennies